



**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(REPUBLIQUE DU SENEGAL)**

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES DU GROUPE II (GESTION 2012)

**Agence Nationale
d'Insertion et de
Développement Agricole
(ANIDA)**

RAPPORT DEFINITIF



Juillet 2014



Grant Thornton

Grant Thornton
2 place de l'indépendance
Immeuble SDIH
2e, 3e et 4e étage
BP 7642 - Dakar
T 00 221 33 889 70 70
F 00 221 33 821 10 70
grantthornton@sn.gt.com

www.grantthornton.sn

SIGLES ET ACRONYMES

AC	: Autorité contractante
ARMP	: Autorité de Régulation des Marchés Publics
AGPM	: Avis Général de Passation des Marchés
ANIDA	Agence Nationale d'Insertion et de Développement Agricole
AOO	: Appel d'Offres Ouvert
AOR	: Appel d'Offres Restreint
CM	: Commission des Marchés
CCAG	: Cahier des Clauses Administratives et Générales
CMP	: Code des Marchés Publics
CPM	: Cellule de Passation des Marchés
CRD	: Comité de Règlement des Différends
DAO	: Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	: Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	: Demande de Renseignements et de Prix
PV	: Procès verbal
PPM	: Plan de Passation des Marchés
PI	: Prestations Intellectuelles
TDR	: Termes de référence
UEMOA	: Union Economique Monétaire Ouest Africaine
N/A	: Non applicable

Dakar, le 15 juillet 2014

**A Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics
Dakar**

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Monsieur le Directeur Général,

En exécution de la mission que l'ARMP a bien voulu nous confier et relative à la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés publics conclus par les autorités contractantes du groupe II pour la Gestion 2012, nous avons l'honneur de vous soumettre, conformément aux termes de référence, notre rapport définitif concernant l'Agence **Nationale d'Insertion et de Développement Agricole (ANIDA)**. Ce rapport tient compte des observations envoyées par courrier N°699/ANIDA du 18 juin 2014 par ladite autorité contractante à la suite de notre rapport provisoire

Nous avons effectué notre revue sur la base des termes de référence (TDR) du contrat signé entre l'Autorité de Régulation des Marchés publics et le cabinet Grant Thornton.

Selon les TDR, la mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus en 2012 par les autorités contractantes ciblées, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des obligations de l'Administration, le Décret 2011- 1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et ses arrêtés d'application.

C'est ainsi qu'au terme de nos diligences réalisées selon l'approche détaillée au point 2 du présent rapport, nous vous présentons la synthèse de nos travaux.

SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Au cours de la gestion 2012, l'**Agence Nationale d'Insertion et de Développement Agricole (ANIDA)** a conclu trois (03) marchés selon la liste communiquée par le Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés, pour un coût global de FCFA 4 776 640. Dans le cadre de nos travaux, notre échantillon a porté sur tous les marchés conclus, soit 100% en valeur et en volume.

La vérification de l'exhaustivité des informations obtenues à partir des comptes de 2012 nous a permis de procéder à une revue des données en facilitant les recoupements afférents à l'exhaustivité des commandes de l'AC. Au terme de nos travaux, nous n'avons pas eu connaissance d'autres marchés passés par l'ANIDA sur la période d'audit. Notre sélection peut être récapitulée comme suit :

Mode de passation		ANIDA				
		Récapitulatif des marchés (en F CFA)		Marchés sélectionnés pour revue (en F CFA)		
				Nombre	Montant	Nombre
DRP		3	4 776 640	3	4 776 640	100%
AOO	> Seuil DCMP					
	<Seuil DCMP					
AMI						
AOR						
ED						
TOTAL		3	4 776 640	3	4 776 640	
Taux de couverture				100%	100%	

Au terme de nos travaux, les principaux constats peuvent être résumés comme suit :

CONSTATS D'ORDRE GENERAL

La commission des marchés de l'ANIDA a été mise en place par Note de service n°002/MA/ANREVA/yk du 09 février 2012 du Directeur Général. Or, les dispositions de l'article 6 de l'arrêté n°11588 du 28 décembre 2007, fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes prévoient leur nomination avant le 05 janvier de chaque année.

Nous recommandons à l'ANIDA, de veiller au respect de ces dispositions.

CONSTATS SPECIFIQUES

Nous avons examiné 3 marchés qui peuvent être récapitulés comme suit :

INTITULES DU MARCHE	MONTANTS EN F CFA
DRP	
Acquisition de Fournitures de bureau	2 436 700
Mise en place d'un système de détection et d'extinction d'incendie	1 464 380
Acquisition de matériels informatiques	790 600
TOTAL	4 776 640
TAUX DE COUVERTURE	100%

Nous n'avons pas constaté d'anomalies spécifiques aux 2 derniers marchés cités ci-dessus. Toutefois, pour le premier marché, nous avons constaté l'absence dans le dossier du procès verbal d'attribution et du procès verbal de réception. De plus les plis ne sont pas ouverts aux date et heure indiquées dans la lettre d'invitation. En effet, la date limite de dépôt des offres est fixée au 27 avril 2012 alors que la séance d'ouverture s'est tenue le 30 avril 2012 en violation des dispositions de l'article 67 alinéas 1 et 2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011.

CONSTATS SUR L' EXECUTION PHYSIQUE

Afin de vérifier la réalité des dépenses nous avons procédé à l'inspection physique de la mise en place d'un système de détection et d'extinction d'incendie pour un montant de 1 464 380 F CFA. Nous n'avons pas relevé d'anomalies par rapport à l'exécution de ce marché

SYNTHESE DE NOS CONCLUSIONS

Au terme de nos travaux, nous estimons que l'ANIDA a globalement respecté les procédures de passation et d'exécution édictées par la réglementation en vigueur. Cependant, nous avons constaté des carences sur l'archivage et le défaut de concomitance entre la date limite de dépôt des offres et la date d'ouverture des plis sur un des trois (3) marchés examinés.

S'agissant des procédures d'exécution, nous estimons qu'elles sont conformes.

Nous tenons à remercier l'ensemble des interlocuteurs rencontrés pour leur disponibilité et leur collaboration au moment de notre intervention.

Nous vous souhaitons bonne réception du présent rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur général**, l'assurance de notre considération distinguée.

Mansour GAYE
Associé



TABLE DES MATIERES

I. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	6
1.1. CONTEXTE.....	7
1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR	7
II. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES	9
2.1. CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE	10
2.2. COORDINATION GENERALE DE LA MISSION	10
2.3. PHASE DE PRE-AUDIT	10
2.4. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	12
2.5. REVUE DES PROCEDURES D'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	12
2.6. CONTROLE QUALITE ET REVUE INDEPENDANTE	13
2.7. RESTITUTION DES RAPPORTS	13
III. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	14
3.1. LE CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE	15
3.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES	16
3.3. LES ENTITES DE REGULATION ET DE CONTROLE	17
3.4. LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES	17
3.5. LES MODES DE PASSATION DES MARCHES	17
IV. LES STRUCTURES CHARGEES DE LA GESTION DES MARCHES	19
4.1. LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES	20
4.2. LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES	20
4.3. LA COMMISSION DES MARCHES	21
4.4. LA COMMISSION DE RECEPTION.....	21
V. REVUE APPROFONDIE DES MARCHES PUBLICS DE L'ANIDA.....	22
5.1. SELECTION DES MARCHES A AUDITER	23
5.2. CONSTATS DE L'AUDIT ET RECOMMANDATIONS	23
5.3. SYNTHESE	24
5.4. TABLEAU DE SUIVI DES RECOMMANDATIONS	25
5.4. INSPECTION PHYSIQUE	26
ANNEXES	27

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 CONTEXTE

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et de la régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des termes de référence.

1.2 OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- ❖ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- ❖ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- ❖ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ❖ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, t des éléments constitutifs des cahiers des charges, des seuils fixés pour les avenants, des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations eu égard aux dispositions du CMP ;
- ❖ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des

plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;

- ❖ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ❖ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ❖ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe
- ❖ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ❖ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,
- ❖ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,
- ❖ Formuler des recommandations.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant ont porté sur :

- Le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- Le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart a été relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante a été examinée ;
- Le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- L'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- L'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

2. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

2.1 CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les normes d'audit internationales, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires au regard des circonstances.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière plus précise, notre démarche est la suivante:

- Etablissement de la feuille de route et prise de contact avec l'ARMP pour assurer une planification correcte des missions à réaliser (réunion de démarrage) ;
- Planification et prise de connaissance générale des entités à auditer ;
- Revue des textes régissant les structures à auditer et des rapports relatifs aux audits précédents ;
- Analyse et évaluation de l'organisation institutionnelle de chaque entité concernée ;
- Revue de la procédure de passation et d'exécution des marchés ;
- Elaboration des rapports provisoires ;
- Réception et traitement des commentaires des audités ;
- Traitement des requêtes spéciales ;
- Elaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse ;
- Contrôle qualité ;
- Restitution.

2.2 COORDINATION GENERALE DE LA MISSION

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège est composée d'un noyau sous la direction d'un Expert financier qui a une expérience avérée en passation de marchés.

Ce dernier est assisté d'auditeurs en passation de marchés et d'une assistante de direction. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin (experts en informatique, ingénieurs en génie civil, etc.). Le support des équipes d'experts est concentré sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, en fonction de nos expériences d'audits similaires en Afrique, pour garantir les meilleures conditions pour la conduite de travaux d'audit efficaces et de haute qualité.

L'équipe d'appui du Siège est placée sous la responsabilité d'un Auditeur Sénior Manager et rompu aux missions d'audit technique et de revue de procédures de passation de marchés au Sénégal et dans la sous-région francophone.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du Siège a un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur au sein du Cabinet Grant Thornton, certifié ISO 9001 Version 2008 depuis décembre 2009. Son profil le prédestine à s'impliquer de manière significative sur le terrain.

2.3 LA PHASE DE PRE-AUDIT

Après les formalités de négociation et de finalisation du contrat et la phase préparatoire, l'équipe a tenu une réunion de démarrage avec l'ARMP, au cours de laquelle des informations ont été échangées, les attentes précisées et les premières contraintes identifiées. A ce stade, au niveau de chaque autorité contractante, nous avons tenté d'obtenir certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- la liste complète de tous les marchés passés en 2012 ;
- les plans de passation des marchés ;
- l'état d'exécution du plan de passation des marchés ;

- les extraits budgétaires de la gestion 2012 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2012 ;
- les rapports de corps de contrôle de l'Etat ;
- l'ensemble des pièces relatives à chaque acquisition ;
- les rapports d'activités ;
- l'organigramme et /ou le document organisant l'autorité contractante ;
- les actes de désignation des membres de la Commission de passation des marchés ;
- les situations relatives aux marchés et collectées auprès de la DCMP et d'autres services afin d'être confrontées aux listes qui seront ultérieurement obtenues des autorités contractantes;
- les états financiers au 31 décembre 2012 ;
- le fichier des immobilisations ;
- la balance générale au 31 décembre 2012 ;
- toute autre documentation utile à la mission.

2.3.1 PREPARATION DU PLAN D'AUDIT

En fonction de nos échanges au sein de l'équipe clé et des termes de références, nous avons préparé un plan d'audit global.

Ce plan global a été affiné pour donner un plan détaillé, plus exactement un programme de travail adapté, incluant une information précise sur les procédures d'audit et les tests à appliquer durant la mission sur le terrain. Le plan global inclut les propositions de dates pour l'audit, une évaluation intermédiaire des risques d'audit et le niveau proposé de test basé sur les contrôles perçus comme étant mis en place, le degré « d'audit confiance » requis et de matérialité par seuil.

Nos plans ont été conçus afin de nous permettre de conduire les travaux de manière efficace, efficiente et économique, et avec un minimum d'inconvénients pour les audités, et nous nous sommes assurés que :

- les problèmes potentiels ont été identifiés au plus tôt;
- une attention particulière a été dévolue aux zones à risques de l'audit;
- les travaux d'audit seront rapidement menés et le dossier revu aisément;
- le travail a été réparti de manière adéquate entre membres de l'équipe d'audit.

2.3.2 PROGRAMMATION DES MISSIONS AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES

Une fois que les entités à auditer ont été avisées, munis des lettres d'introduction, nous avons pris contact avec les personnes responsables de ces entités afin de trouver rapidement un accord sur les dates de l'audit et faire approuver l'ordre chronologique des visites. Nous nous sommes assuré que les personnes clés à rencontrer sont disponibles aux dates convenues. Nous avons pris soin de confirmer par courrier les arrangements convenus avec les autorités contractantes.

Avec cette approche, nos communications avec les audités, empreintes du professionnalisme requis, nous ont permis de nous assurer d'un maximum de coopération et d'une traçabilité sans faille.

2.3.3 REUNION DE DEMARRAGE AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES CIBLEES PAR L'AUDIT

Durant les réunions de démarrage avec les audités, nous nous sommes assurés des tâches déterminées dans le programme avec le personnel de l'Audité et avons recadré nos objectifs. Nous avons obtenu une description :

- du cadre réglementaire et institutionnel,
- du niveau d'application du nouveau Code de Marchés Publics par la mise en place de la structure organisationnelle, des contrôles internes et des procédures de management de l'Audité en utilisant un questionnaire de contrôle interne,
- du niveau de formation des acteurs intervenant dans les marchés publics.

Cette phase nous a permis de comprendre tous les mécanismes des différents types de structures ciblées à travers l'analyse de la structure organisationnelle et de son fonctionnement, et de vérifier la fiabilité des procédures de gestion administrative et de contrôle interne.

2.4 PHASE DE REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

2.4.1. L'ÉCHANTILLONNAGE

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a été composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière de revue. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

2.4.2 REALISATION DES TRAVAUX D'AUDIT SUR SITE

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons réalisé durant la phase d'exécution de l'audit sur site, des tests sur l'échantillon de contrats sélectionnés. Ces tests ont été menés par rapport à la traçabilité de chaque contrat, de l'expression du besoin en passant par la budgétisation jusqu'au paiement. Ces tests nous ont permis de vérifier la conformité de la conception, l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec la loi relative aux marchés publics. Les tests qui ont été mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés ont intégré, outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes existantes;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières de la loi relative aux marchés publics telles que l'inscription préalable des marchés dans les PPM et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement formulées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché, une check list détaillée a été méticuleusement renseignée et présentée en annexe. L'ensemble de ces fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou plusieurs marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

Pour chaque structure auditée, les constats ont été systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous avons proposé des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés, avec une claire définition des modalités de mise en œuvre.

Suite à cette revue, il a été établi des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants).

2.5 AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES

Conformément aux termes de référence (TDR), nous avons procédé à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Ces marchés ont exclu

logiquement les marchés objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications ont été faites sur la base des procès verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrain.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit physique a été articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

L'audit physique s'il ya lieu doit déboucher sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

2.6 PHASE DE CONTROLE DE LA QUALITE ET DE REVUE INDEPENDANTE

Le contrôle qualité est une exigence à Grant Thornton, comme en atteste sa place dans notre manuel des normes et pratiques professionnelles conformément aux standards internationaux en matière d'audit. Le dossier de travail ainsi que tous les rapports ont été revus par un expert indépendant qui n'a pas participé à la mission.

Son rôle est de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales reprises dans notre manuel d'exercice professionnel.

Pour l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts a été mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu en fonction de leur gravité soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l' ARMP.

2.7 PHASE DE RESTITUTION DES RAPPORTS

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit.

De plus, chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- ❖ rapport provisoire ;
- ❖ rapport final.

3. ENVIRONNEMENT LEGISLATIF, REGLEMENTAIRE ET DISPOSITIF INSTITUTIONNEL

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

3-1 CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi 2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi 96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi 2009-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Août 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret 2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics
- Décret 2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011;
- Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Arrêté 11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté 11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté 11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté 11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;

- Arrêté 11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté 11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

3-2 LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES

La passation des marchés publics est d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier.

Aussi le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 a-t-il mis en place une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

3.2.1 LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté 11586/MEF du 28 Décembre 2007 dont, entre autres :

- L'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics,
- L'établissement, en début d'année du plan consolidé annuel de,
- matière de marchés publics,
- La tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- L'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

3.2.2. LA COMMISSION DES MARCHES

L'arrêté 11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des Commissions des marchés, fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

3-3 LES ENTITES DE REGULATION ET DE CONTRÔLE

Le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation.

3.3.1 LA DIRECTION CENTRALE DES MARCHES PUBLICS

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

3.3.2 L' AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

3-4 LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES

Le Code des Marchés Publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

3-5 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

4 LES STRUCTURES CHARGEES DE LA GESTION DES MARCHES PUBLICS AU SEIN L'ANIDA

4.1 La PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES (PRM)

L'Agence Nationale d'Insertion et de Développement Agricole (ANIDA) est placée sous la tutelle technique du Ministère de l'Agriculture.

Elle assure :

- le suivi de la réalisation de tous les aménagements et l'édification infrastructures structurantes nécessaires à la bonne exécution de ses missions ;
- la sélection et l'encadrement des promoteurs ainsi que l'optimisation de l'exploitation des pôles d'émergence intégrés ;
- la définition et la mise en œuvre d'un mode de gestion garantissant la pérennisation des infrastructures, des aménagements et des équipements.

Les organes de l' Agence sont le Conseil d' Administration et la Direction Générale.

Le Directeur Général qui est chargé, entre autres, d'assurer la bonne organisation et le bon fonctionnement de l'Agence, de rechercher, en relation avec les services compétents du Ministère de l'Economie et des Finances, les ressources nécessaires à la réalisation de sa mission, des banques et établissements financiers est la Personne Responsable des Marchés.

4.2. LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES (CPM)

Elle est notamment chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation de marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des marchés. A ce titre, les dispositions de l'arrêté N° 11586/MEF du 28 Décembre 2007 délimitent les attributions de la CPM au niveau de chaque autorité contractante.

Elle est notamment chargée, entre autres, des activités suivantes :

- l'examen de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à transmettre à des tiers en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à signer avec des tiers en matière de marchés publics ;
- l'établissement en début d'année du plan consolidé annuel de passation des marchés de l'autorité contractante ;
- l'établissement de l'avis général de passation des marchés et sa publication conformément aux articles 6 et 56 du CMP ;
- l'insertion des avis et autres documents relatifs à la passation des marchés dans le système national informatisé de gestion des marchés ;
- la tenue du secrétariat de la commission des marchés ;
- l'appui aux différents services pour les opérations de passation des marchés ;
- l'identification des besoins de formation des services en matière de marchés publics ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

Pour la gestion 2012, la Cellule de Passation des Marchés de l'ANIDA est instituée par Note de service n°008/MA/ANREVA/yk du 14 février 2012 du Directeur Général et est composée d' une personne.

Cette nomination est tardive parce que devant intervenir au plus tard le 05 janvier de chaque année. En effet, la cellule de passation des marchés est chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la commission des marchés alors que cette dernière doit être nommée au plus tard le 05 janvier selon les dispositions de l'article 6 de l'arrêté 11588 du 28 décembre 2007 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes. Par déduction, la CPM doit être mise en place au plus tard à la même date.

4.3. LA COMMISSION DES MARCHES (CM)

Elle est nommée par Note de service n°002/MA/ANREVA/yk du 09 février 2012 par le Directeur Général et est composée de six (6) membres avec leurs suppléants respectifs qui sont le président, le représentant du Ministère de Tutelle et le Contrôleur Financier et les personnes ci-après:

- le Directeur des Administratif et financier ;
- l'Expert en Génie Rural ;
- l'Expert Chargé de l'Organisation des Filières Agricoles et de la Commercialisation.

Cette nomination intervenue au-delà du 05 janvier est une violation des dispositions de l'article 6 de l'arrêté 11588 du 28 décembre 2007 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes.

4.4. LA COMMISSION DE RECEPTION (CR)

Elle est nommée par Note de service n°003/MA/ANREVA/DAF du 26 janvier 2012 par le Directeur Général. L'annexe de cette note de service portant les noms des personnes désignées ne nous a pas été transmise.

5. REVUE APPROFONDIE DES MARCHES PUBLICS

5.1. SELECTION DES MARCHES A AUDITER

Au titre de la gestion 2012, l'ANIDA a conclu trois (3) marchés par la seule procédure de demandes de renseignements et de prix (DRP) pour un coût global de FCFA 4 776 640. Nos travaux ont porté sur l'ensemble de ces marchés.

5.2. CONSTATS DE L'AUDIT

Au terme de nos travaux, les principaux constats peuvent être résumés comme suit :

5.2.1 CONSTATS D'ORDRE GENERAL

❖ CONSTAT

Nous avons noté la nomination tardive des membres de la commission des marchés en violation des dispositions de l'article 6 de l'arrêté 11588 du 28 décembre 2007 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes. En effet, elle est intervenue le 09 février 2012, soit plus d'un mois après la date limite du 05 janvier réglementaire.

RECOMMANDATION

Nous recommandons à l'ANIDA de veiller au respect des dispositions de l'article 6 de l'arrêté N°11588 du 28 décembre 2007 en nommant les membres de la CM au plus tard le 05 janvier de chaque année.

5.2.2 CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES

Sur les trois marchés examinés, seul un des marchés présente des cas de non-conformité. Il s'agit du marché de fournitures de bureau d'un montant de F CFA 2 436 700. Les anomalies concernent:

❖ CONSTAT

Nous avons constaté que le système d'archivage et de classement de l'ANIDA n'est pas approprié parce que lors de nos travaux tous les documents relatifs aux marchés n'étaient pas dans les dossiers de marchés.

RECOMMANDATION

Nous recommandons à l'ANIDA de veiller à l'archivage et au classement de tous les documents relatifs aux marchés c'est-à-dire du début de la procédure jusqu'à l'exécution totale conformément au modèle type de l'ARMP.

❖ DEFAUT DE CONCOMITANCE ENTRE LA DATE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES ET LA DATE D'OUVERTURE DES PLIS

Nous avons constaté que les plis relatifs au marché de fourniture de bureau ne sont pas ouverts aux date et heure indiquées dans la lettre d'invitation. En effet, la date limite était fixée le 27 avril 2012 et la séance d'ouverture s'est tenue le 27 avril 2012 en violation des dispositions de l'article 67 alinéa 1 et 2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANIDA de veiller au respect des dispositions de l' article 67 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics en ouvrant les plis au plus tard aux date et heure limite de dépôt.

5.3. SYNTHÈSE

5.3.1 TABLEAU STATISTIQUE DES ANOMALIES

Anomalies/Marchés	Marché 1	Marché 2	Marché 3	Marché 4	Marché 5	Marché 6	Marché 7	Marché 8	TOTAL	Statistique des anomalies
Anomalie sur les règles d'ouverture des plis										
Absence de concomitance entre date d'ouverture des plis et date limite de dépôt.								1	1	13%

5.3.2 TABLEAU DE SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ORGANISME RESPONSABLE
1	Absence de concomitance entre la date limite de dépôt des offres et la date d'ouverture des plis.	- ouvrir les plis aux date et heure limites de dépôt des offres en application des dispositions de l' article 67 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code marchés publics.	AC/CPM
2	Insuffisance dans l' archivage et le classement des dossiers de marchés.	- archiver et classer les dossiers de marchés conformément au modèle type de l'ARMP.	AC/CPM
3	Nomination tardive des membres de la cellule et de la commission des marchés	- nommer les membres de la CM et de la CPM avant le 05 janvier	AC/PRM

5.3 TESTS DE VERIFICATION DE LA MATERIALITE DES DEPENSES

➤ Sélection

Notre sélection a porté sur la mise en place d'un système de détection et d'extinction d'incendie pour un montant 1 464 380 F CFA.

➤ Travaux effectués

Afin de vérifier la réalité des dépenses, nous avons procédé à l'inspection physique des matériels informatiques acquis durant l' exercice 2012 en examinant la cohérence entre les biens livrés, le bordereau de livraison, le contrat, le procès verbal de réception et les pièces justificatives ayant servi au paiement.

➤ Résultats

Les travaux n'appellent pas de remarques particulières de notre part.

ANNEXES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

➤ **DRP - FOURNITURE DE BUREAU**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l' acquisition de fournitures de bureau, pour un montant de F CFA 2 521 660.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l' Autorité contractante	AGENCE NATIONALE D'INSERTION ET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (ANIDA)
3. Intitulé du marché	Fournitures de bureau
4. Numéro du marché	SN
5. Description des biens, travaux ou service	Acquisition de fournitures de bureau
6. Nom de l'attributaire du marché	SERVICE NDINDI INFORMATIQUE
7. Nombre d'offres reçues,	2
8. Date de publicité de la demande de prix	19/04/2012
9. Date ouverture des plis	30/04/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	24/05/2012
11. Date de publication des résultats	N/A
12. Date Ordre de service de commencer	Bon de commande en lieu et place
13. Date de démarrage effectif de prestation	PV de réception non transmis
14. Délai d'exécution	20 jours à compter de la réception du BC
15. Date de réception	PV de réception non transmis
16. Montant du marché	2 521 660 F CFA
17. Montant du Budget	6 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- L'absence dans le dossier du procès verbal de réception ;
- que les plis ne sont pas ouverts aux date et heure indiquées dans la lettre d'invitation. En effet, la date limite était fixée le 27 avril 2012 et la séance d'ouverture ne s'est tenue que le 30 avril 2012 en violation des dispositions de l'article 67 alinéa 1 et 2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- que les membres de la commission ne sont pas convoqués à 5 jours francs au moins avant la tenue de leurs réunions en violation des dispositions de l'article 39-1 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANIDA de veiller au respect des dispositions des articles 39, 67 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics en :

- convoquant les membres de la commission au moins cinq (05) jours avant la tenue de leurs réunions ;
- ouvrant les plis au plus tard aux date et heure limite de dépôt.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Hormis les défauts d'ouverture des offres aux date et heure limites et de convocation des membres à cinq (05) jours avant la tenue de leurs réunions, l'ANIDA a essentiellement respecté les dispositions du Code des Marchés Publics et de ses textes d'application en matière de procédure de passation et d'exécution des marchés publics.

➤ **DRP - MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE DETECTION ET D'EXTINCTION D'INCENDIE**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l' acquisition de fournitures de bureau, pour un montant de F CFA 1 464 380.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l' Autorité contractante	AGENCE NATIONALE D'INSERTION ET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (ANIDA)
3. Intitulé du marché	Service
4. Numéro du marché	SN
5. Description des biens, travaux ou service	Mise en place d'un système de détection et d'extinction d'incendie
6. Nom de l'attributaire du marché	SERVICE NDINDI INFORMATIQUE
7. Nombre d'offres reçues,	5
8. Date de publicité de la demande de prix	N/A
9. Date ouverture des plis	14/03/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	18/04/2012
11. Date de publication des résultats	N/A
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	19/04/2012
14. Délai d'exécution	Non communiqué
15. Date de réception	19/04/2012
16. Montant du marché	1 464 380 F CFA
17. Montant du Budget	Non communiqué

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nous n'avons pas constaté d'anomalies sur la procédure de passation et d' exécution de ce marché.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

L' ANIDA a essentiellement respecté les dispositions du Code des Marchés Publics et de ses textes d'application en matière de procédure de passation et d'exécution.

➤ **DRP – FOURNITURE DE MATERIELS INFORMATIQUES**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de matériels informatiques, pour un montant de F CFA 790 600.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	AGENCE NATIONALE D'INSERTION ET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (ANIDA)
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	SN
5. Description des biens, travaux ou service	Acquisition de matériels informatiques
6. Nom de l'attributaire du marché	TAHALA INFORMATIQUE
7. Nombre d'offres reçues,	4
8. Date de publicité de la demande de prix	07/05/2012
9. Date ouverture des plis	16/05/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	04/06/2012
11. Date de publication des résultats	N/A
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	31/05/2012
14. Délai d'exécution	Non communiqué
15. Date de réception	31/05/2012
16. Montant du marché	790 600 F CFA
17. Montant du Budget	

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nous n'avons pas constaté d'anomalies sur la procédure de passation et d'exécution de ce marché.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

L' ANIDA a essentiellement respecté les dispositions du Code des Marchés Publics et de ses textes d'application.

OBSERVATIONS DE L'ANIDA

Courrier Arrivée

Le, ...18/06/14...

N°292.....

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple • Un But • Une FoiMinistère de l'Agriculture
et de l'Équipement RuralAgence Nationale d'Insertion et de
Développement Agricole

699

Dakar, le 18 JUIN 2014

Le Directeur Général

Objet : Rapport provisoire de l'audit

Monsieur le Directeur Général,

Vous avez émis quelques constats, dans le rapport provisoire d'audit qui nous a été envoyé.

De manière spécifique, nous voulons apporter les réponses qui suivent :

1- Sur la Commission des Marchés et la Cellule de Passation des marchés

- Mise en place tardive de la Commission des Marchés de l'ANIDA, pour l'exercice 2012 (au-delà du 5 janvier) (pages 4, 20, 22, 25)

Nous voulons d'abord rappeler que tous les marchés audités relèvent de l'arrêté n° 012789 du 26/12/2012 du ministre de l'Economie des Finances et de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31/03/2009. Par leur montant, il ne s'agit pas de Demandes de Renseignements et de Prix (DRP), mais plutôt de marchés soumis à un formalisme très allégé (réglés sur mémoires ou factures) qui n'appellent pas normalement l'intervention de la Commission des Marchés.

L'ANIDA veille particulièrement au respect des dispositions relatives à la mise en place, dans les délais, de la Commission des Marchés (v en pj le mémo et les lettres de rappel). Les membres internes sont identifiés suffisamment tôt, et souvent reconduits.

Cependant, l'arrêté 0115588 du 28/12/2007 fixant la composition des membres de la Commission des Marchés des Agences, prévoit entre autre membres, les représentants de la tutelle et ceux du contrôle Financier (titulaire et suppléant). La Commission des Marchés n'est définitivement constituée qu'après leur désignation par leur administration.

Le retard est imputable à cette désignation tardive par le Ministère de tutelle et le Contrôle Financier de leurs représentants et ce fait a été rappelé, lors de la réunion (le 11/04/2014) présidée par M. le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural avec les structures relevant du département et portant précisément sur la conduite des marchés.

- **La nomination du Coordonnateur de la Cellule de passation des Marchés est tardive (au-delà du 5 janvier). (page 19, 22, 25)**

Contrairement aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté n° 011588 du 28/12/2007 qui en dispose expressément, aucun des textes relatifs à l'organisation et au fonctionnement des Cellules de Passation des Marchés n'impose un renouvellement annuel, ni une date a fortiori ; la nomination, même tardive (et concernant la même personne), étant facultative, ne contrevient à aucune disposition réglementaire.

2- Sur le marché relatif à l'acquisition de fournitures de bureau

- **Absence de concomitance entre la date limite de dépôt (27 avril) et d'ouverture des offres (30 avril), pour la DRP relative à l'acquisition de fournitures de bureau :**

Primitivement, ce marché devait être réglé sur mémoire ou factures, donc être soumis à un formalisme très allégé (sans contrainte de date), et pour lequel le problème de concomitance ne se pose pas. Le souci d'harmoniser avec les DRP explique la convocation ultérieure de la Commission des Marchés.

- **Non respect du délai de convocation de la Commission des Marchés (page 29)**

Il arrive que des correspondances, remises au service du courrier, accusent un retard entre l'enregistrement et la remise effective. C'est le cas pour cette DRP

- **Défaut d'archivage sur le modèle de l'ARMP et absence de pièces dans le dossier (page 22)**

Les différents dossiers ont été passés en revue et archivés, dans la perspective de votre mission. C'est ainsi que le procès-verbal d'ouverture et celui de réception que vous aviez demandé (et sans lesquels aucun paiement n'est possible) étaient bien dans le dossier.

Tout en vous demandant de bien vouloir prendre en considération ces éléments de réponse, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de notre considération distinguée.



REPONSE DE L'AUDITEUR

Dakar le 19 juin 2014

A Monsieur le Directeur Général de l' Agence Nationale d' Insertion et de Développement Agricole (ANIDA)

Référence : V/LN° 699/ANIDA du 18 juin 2014

N/Réf : 0795/2014/MG/MND/RC

Objet : Rapport provisoire sur la revue indépendante des marchés conclus par l'ANIDA en 2012

Monsieur le Directeur,

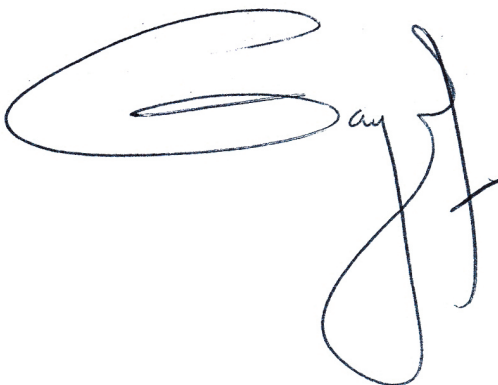
Nous accusons réception de la lettre citée en référence, par laquelle vous apportez vos observations relativement au rapport cité en objet. Nous vous en remercions

Nous vous prions de trouver en annexe notre réponse auxdites observations.

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions d'agréer Monsieur le Directeur Général, l'assurance de notre considération distinguée.

Mansour GAYE

Associé



ANNEXE: REPONSES AUX OBSERVATIONS DE L'ANIDA SUR NOTRE RAPPORT PROVISoire

Points d' observations de l' Agence Nationale d' Insertion et de Développement Agricole (ANIDA)	Réponses de l' Auditeur
1) Sur la Commission des Marchés et la Cellule de Passation des Marchés	<p>Nous avons tenu compte de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31/03/2012 visée et de l' arrêté N° 011585 du 28/12/07. Toutefois, l' arrêté n°012789 du 26/12/2012 que vous visez n' était pas encore entré en vigueur au moment de la conclusion des marchés audités.</p> <p>Les montants des marchés conclus sont en effet inférieurs aux seuils. Toutefois nous attirons votre attention sur le fait qu'au moment d'élaborer votre PPM, les budgets estimés avaient atteint les seuils de DRP et ont, fait l'objet d'inscription dans le PPM alors que les demandes de cotation (c'est-à-dire les montants inférieurs à 3 millions pour les fournitures et 5 millions pour les travaux) ne font pas l' objet d' une inscription dans le PPM. Vous avez choisi d' appliquer la procédure de DRP et il convenait de mettre en œuvre toutes les exigences y relatives.</p> <p>Pour la nomination tardive de la CM, la violation demeure parce que la date de saisine du Contrôleur Financier et du Ministère pour désigner leurs représentants respectifs en date du 13 janvier 2013 est postérieure à la date limite du 05 janvier.</p>
2) Nomination tardive du Coordonnateur de la CPM	Nous prenons acte de votre précision.
3) Sur le marché relatif à l' acquisition de fournitures de bureau (absence de concomitance entre date limite de dépôt des offres et date d' ouverture des plis)	Cf. réponse (1)
4) Non respect délai de convocation des membres de la CM.	Nous ne saurions enlever ce point sans un document probant et suffisant capable de prouver le contraire de ce qui figure dans la pièce qui a été mise à notre disposition.
5) Défaut d' archivage	Nous vous rappelons que toutes les pièces relatives à un marché (du lancement jusqu' à son exécution totale) doivent être archivées et classées ensemble même s' il faut faire des copies pour les documents de paiement.